

supplément No 5 pour la Suisse  
au journal

# le prolétaire

bimensuel      parti communiste international (programme communiste)

MARS 76

DANS CE NUMERO :

- LA LUTTE DE MATISA CONTINUE !
- PARTICIPATION : tract diffusé par nos militants.

## LA LUTTE DE MATISA CONTINUE !

Dans ce bref article nous parlerons tout d'abord de l'organisation exemplaire de la grève, et plus particulièrement de la centralisation de la direction de la lutte par le comité de grève. Cette centralisation qui se base sur les décisions de l'assemblée générale n'est évidemment défendable que dans la mesure où le comité de grève se porte sur des positions de classe et démasque les tentatives de sabotage par l'opportunisme. C'est à cette condition que nous respectons la discipline à l'intérieur des comités de soutien. Les organisations présentes dans les comités de soutien s'abstiennent, pour marquer l'unité de la base ouvrière, de distribuer des tracts sur MATISA et elles se plient aux décisions des grévistes. De fait, forcer les organisations syndicales à n'agir que par le comité de soutien, sous contrôle permanent du comité de grève, est le moyen le plus efficace pour éviter tout sabotage.

Nous tenons à souligner particulièrement l'attitude de solidarité de classe qu'ont eue les ouvriers de MATISA en acceptant d'intégrer à leur lutte 5 ouvriers de la STEIMER, licenciés pour leur appartenance à la C.D. de leur entreprise.

Un immense travail a également été accompli auprès des femmes des grévistes pour leur donner la possibilité de prendre une part active à la lutte.

La journée du mercredi 17 fut marquée par le revirement aussi piteux que spectaculaire de la FTMH dont le comité fédératif annonça son soutien à la grève. Un tel "soutien" "moral" et "matériel" fut arraché par la pression constante des grévistes sur les directions syndicales. Il revêt surtout une importance du point de vue financier, car il donne au moins une assurance matérielle aux grévistes. Bien entendu, la FTMH tout comme la FCOM, chercheront à diviser en ne payant une partie des heures de grève qu'à leurs seuls syndiqués ! Si la FTMH accorde son "soutien", elle ne perd pas de vue son objectif principal : briser la grève pour aller négocier. C'est dans ce sens qu'elle demande : "une reprise immédiate des négociations afin que la grève prenne fin le plus rapidement possible". Il ne s'agit pas là d'un soutien de CLASSE, mais d'une tentative de plus pour éteindre l'incendie.

Le lundi 22 les ouvriers refusent une proposition d'accord de l'Office de Conciliation, Nième tentative pour diviser les grévistes, en leur faisant miroiter de larges promesses sur le reclassement des licenciés.

Mercredi 24 marque un tournant de la lutte qui mérite une explication : les ouvriers ont à se prononcer sur une nouvelle proposition de l'Office de Conciliation : 1) reclassement-des licenciés, 2) la direction s'engage à tenir au courant la C.E. des licenciements pour motifs économiques..., 5) "garantie" est donnée aux grévistes qu'il n'y aura pas de représailles !, 3) remise aux mains du Tribunal Arbitral de la question du renchérissement, 4) maintien du pont de fin d'année avec rattrapage le samedi matin, 6) versement par les syndicats de 50 % des heures de grève à leurs syndiqués; le Fonds de Solidarité est réservé aux autres. 7) Reprise du travail jeudi matin 25, 8) début des négociations au plus tard l'après-midi du même jour.

Cette proposition ne tient aucun compte des revendications des ouvriers. Elle n'offre aucune garantie ni au niveau de l'emploi pour les "reclassés", ni au niveau des représailles (les ouvriers qui ont été à la pointe du combat peuvent toujours se faire licencier pour raisons économiques. voir point 2), ni au niveau de la compensation du renchérissement. Etc...

Le résultat du vote sur cette proposition fut un rejet de 81 non contre 67 oui. Les ouvriers rejettent donc à la majorité cette proposition, mais se trouvent divisés. Cette division n'est pas fortuite et la FTMH y a sa part de responsabilité. Son travail de sabotage fut clair : avant la votation elle explique aux ouvriers qu'elle ne peut plus continuer à soutenir financièrement la grève parce que "les caisses sont vides"... et voilà le soutien réel de la direction syndicale FTMH, trahison sur trahison! La crainte des ouvriers à poursuivre la grève avait des motifs économiques évidents. Il devenait donc impossible de poursuivre le mouvement comme avant. Les ouvriers décident donc de reprendre le travail pour éviter que la division créée parmi eux ne brise les chances de succès de la lutte.

Le second vote de la journée confirme cette analyse : à l'unanimité moins 2 voix, les ouvriers se prononcent pour la reprise de la grève si les négociations traînent en longueur et n'aboutissent pas à la satisfaction de leurs 6 revendications. La grève n'est donc pas terminée mais suspendue !

Cette suspension ouvre une phase nouvelle dans la lutte. Il est impératif que l'unité et la combattivité des ouvriers ne recule pas. C'est pourquoi la solidarité de classe de tous les travailleurs doit se renforcer.

La grève de MATISA concerne toute la classe ouvrière, elle doit être victorieuse ! La solidarité matérielle doit se poursuivre toujours aussi activement. Nous appelons tous les prolétaires à exprimer leur solidarité.

- . VIVE LA GREVE DES OUVRIERS DE MATISA !
- . SOUTIEN DE CLASSE INCONDITIONNEL.
- . LA GREVE EST L'ARME DE LA CLASSE OUVRIERE.

Un article complet sur la grève de MATISA paraîtra dans notre supplément au Prolétaire du 1er mai.

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : LA REVENDICATION DE LA LIGNE QUI VA DU MANIFESTE COMMUNISTE A LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET A LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, LA LUTTE CONTRE LA DEGENERESCENCE DE MOSCOU, LE REFUS DES FRONTS POPULAIRES ET DES BLOCS DE LA RESISTANCE, LA TACHE DIFFICILE DE RESTAURATION DE LA DOCTRINE ET DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE, EN LIAISON AVEC LA CLASSE OUVRIERE, CONTRE LA POLITIQUE PERSONNELLE ET PARLEMENTARISTE.**

\*\*\*\*\*  
\* A LA PARTICIPATION, OPPOSONS LA LUTTE DE CLASSE! \*  
\*\*\*\*\*

Depuis environ 6 mois, les bonzeries syndicales sont sur pied de guerre pour tenter de mobiliser les travailleurs sur leur initiative pour la participation... Participation qui n'est en réalité que l'inscription dans la Constitution d'un article qui permettrait éventuellement aux travailleurs d'avoir un semblant de mot à dire, et encore, à la condition que soient votées les lois d'application...

En fait, les chefs syndicaux ne font que poursuivre leur oeuvre de désarmement des travailleurs - et par conséquent d'armement de la Bourgeoisie: ils substituent à la défense du programme de classe, celle de l'économie nationale, voire de la Patrie, sous une forme qui permet de faire semblant de défendre les intérêts ouvriers.

"Pour un élargissement logique de la démocratie, pour une juste répartition du pouvoir entre Capital et Travail..." C'est par ces affirmations honteuses que les syndicats osent défendre leur Initiative. Contrairement à ce que veulent nous faire croire ces Messieurs, il n'y a pas d'équilibre possible entre Capital et Travail, mais antagonisme total et lutte nécessaire.

Une entreprise produit des biens, mais son but ultime est de les écouler, de les vendre. Ces biens deviennent donc "marchandise", et ainsi toute production capitaliste est une production "marchande". Cependant, si la marchandise ne peut pas se vendre, ne trouve pas d'acheteur, c'est toute l'entreprise qui en subit les conséquences. Pour vendre sa marchandise, il faut lutter sur le marché, en s'opposant aux concurrents pour séduire l'acheteur. Toute la production capitaliste tourne donc autour de ce problème absurde : Garder - ou agrandir - le marché en luttant contre les concurrents. Il faut donc avoir des coûts de production compétitifs. Une seule solution pour le Capital : exploiter toujours plus le travail salarié, qui produit plus de richesses qu'il n'en coûte !

L'entreprise capitaliste ne peut donc fonctionner qu'en exploitant au maximum le travail des ouvriers. Participer à sa gestion, se sentir responsable de sa bonne marche, c'est devenir son propre exploiteur.

Mais plus grave est la participation dans une période de crise comme celle que nous vivons. Les marchés se resserrent, la concurrence devient de plus en plus âpre, les nécessités de restructurer certains secteurs se fait ressentir, tout pousse les directions d'entreprise à faire subir aux travailleurs les problèmes de la crise s'ils ne veulent pas entamer leurs profits. On bloque les salaires, on supprime le renchérissement, on licencie ... Or, les représentants ouvriers, dans le cadre de "la Participation", devront également subir et obéir aux lois objectives qui régissent le marché. Ils seront aussi amenés à prendre des décisions qui frapperont leurs camarades, pour sauver l'entreprise. Alors, tout naturellement, ils diviseront les travailleurs en catégories, comme le fait aujourd'hui le patronat (avec la bénédiction des syndicats...) en précomisant qu'il vaut mieux licencier d'abord les immigrés, les femmes mariées et les vieux, avant de renvoyer les nationaux, les hommes et les jeunes. En jouant ce jeu, ils assureront eux-mêmes la division des travailleurs, ils saboteront ce qui fait leur force : leur unité.

D'ailleurs, hors de l'entreprise, ils seront aussi amenés à diviser l'unité ouvrière. Car pour imposer leur entreprise sur un marché, ils n'hésiteront pas à coincer un concurrent, mettant par là en difficultés - voire en chômage - des milliers de leurs camarades ouvriers. Chaque unité de production cherchera à évincer l'autre pour se sauver elle-même. Identifier ses propres intérêts à ceux de l'entreprise, c'est s'armier comme force autonome, c'est faire le jeu du Capital.

Ce qui est vrai pour un concurrent sur le marché national est vrai pour les concurrents sur le marché international. Pour sauver l'industrie suisse d'exportation, les représentants ouvriers accepteront de jeter au chômage des ouvriers d'autres nations. C'est la négation même d'un principe vieux comme le mouvement ouvrier : l'Internationalisme prolétarien.

Nous devons refuser la Participation qui nous divise, dans l'entreprise, entre nationalités, sexes ou âges. Nous devons refuser la Participation qui nous lie à la "défense de l'économie nationale", car elle divise la classe ouvrière en nationalités concurrentes.

Les syndicats qui depuis 40 ans acceptent et ont fait accepter la "Paix du Travail" au prolétariat, se serviront de la Participation comme dérivatif supplémentaire à l'utilisation de la seule arme qu'il possède pour se défendre : LA GREVE. Aujourd'hui déjà, on enferme les luttes dans des Commissions, des Tribunaux, etc... Demain, on recourra au dialogue entre administrateurs. Or il faut le dire : les travailleurs n'ont qu'un seul moyen d'imposer leurs revendications légitimes devant les attaques du patronat, et l'on ne voit vraiment pas ce que la Participation peut apporter dans cette lutte, sinon celle de la retarder par des discussions inutiles.

Cette proposition honteuse est le reflet exact des positions politiques de collaboration de classe des syndicats et des partis opportunistes (PSS, PST). De ces gens-là, il ne faut rien attendre. Identifiant les intérêts de prolétariat à ceux de "l'économie nationale", ils trompent l'ensemble des travailleurs en leur faisant croire qu'il s'agit là d'une nouvelle voie pour les luttes futures. Mais comment croire des gens qui aujourd'hui sabotent tous les conflits partiels au nom d'un "réalisme" qui ne profite qu'à la bourgeoisie ?  
Le Participation, UNE NOUVELLE ARME ?  
OUI, CONTRE LES TRAVAILLEURS.

Prolétaires, Camarades !  
L'antagonisme entre le Travail et le Capital est inhérent au mode de production capitaliste. Pour dépasser la lutte continuelle pour un salaire, les travailleurs n'ont qu'une seule voie : abattre l'esclavage salarié. Seulement, l'abolition du salariat passe par l'abolition de l'Etat bourgeois, et par l'instauration d'un nouvel Etat : la dictature du prolétariat. C'est seulement alors que pourront commencer le contrôle et la gestion de la production par les travailleurs - non pas dans l'usine ni seulement par le conseil du personnel, mais dans la société et par l'Etat de classe dirigé par le parti de classe.

Sa mission sera d'accoucher de nouveaux rapports sociaux, d'où l'argent, la "loi de la valeur" et le "salariat" seront supprimés. Cette lutte acharnée entre le prolétariat et les défenseurs du Capital ne cessera que par l'écrasement de ce dernier.

Mais pour que notre combat mène à la victoire et à l'écrasement du capitalisme, nous devons dès aujourd'hui dénoncer toutes les manœuvres des organisations opportunistes qui cherchent mille moyens de nous lier à notre ennemi. Dès aujourd'hui, dans les luttes contre le chômage, les licenciements, la baisse des salaires, dénonçons la solution opportuniste qui nous divise.

Au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, opposons le front unique du prolétariat !

VIVE LA LUTTE DE CLASSE !

A BAS LES DEFENSEURS DE L'ECONOMIE  
NATIONALE!

Parti Communiste International  
B. P. 85 - Monthoisi  
Lausanne - 19



ALLA "PARTECIPAZIONE" RISPONDIAMO CON  
LA LOTTA DI CLASSE!

Da circa 6 mesi le direzioni sindacali sono sul piede di guerra per tentare di mobilitare i lavoratori sulla base della loro iniziativa di "compartecipazione", in realtà niente altro che l'iscrizione nella Costituzione di un articolo che darebbe ai lavoratori il permesso eventuale di dire una loro parola, fra l'altro a condizione che ne siano votate le leggi di applicazione...

I capi sindacali in realtà continuano così l'opera di disarmo dei lavoratori - e per conseguenza di armamento della borghesia: essi sostituiscono alla difesa del programma di classe, quella dell'economia nazionale, addirittura della "Patria", in una forma tale che resti l'impressione che si difendano contemporaneamente gli interessi operai.

"Per un logico allargamento della democrazia, per una giusta ripartizione del potere fra Capitale e Lavoro". E' con vergognose affermazioni di questo tipo che i sindacati osano difendere la loro iniziativa. Contrariamente a quanto vorrebbero farci credere, non v'è possibile equilibrio fra Capitale e Lavoro, né antagonismo totale e lotta necessaria.

Un'azienda produce dei "beni", ma con lo scopo di smerciarli, di venderli. Così diventano delle "merci", e così tutta la produzione capitalistica è una produzione mercantile. Tuttavia, se le merci non riescono ad essere vendute, non trovano compratori, è tutta l'azienda che ne subisce le conseguenze. Per vendere le merci prodotte, si è costretti a lottare sul mercato contro i concorrenti per sedurre i compratori. Tutta la produzione capitalistica ruota quindi attorno a quest'assurdo problema: conservare - o ingrandire - il proprio mercato lottando contro la concorrenza. Sono allora necessari costi di produzione competitivi. Una sola soluzione per il Capitale: sfruttare sempre più e meglio il lavoro salariato, che produce più valore di quanto non ne costi!

L'azienda capitalistica non può dunque funzionare che sfruttando al massimo il lavoro degli operai. Partecipare alla sua gestione, sentirsi responsabili del suo buon andamento, significa diventare gli sfruttatori di se stessi.

Ma ancor più grave è la "partecipazione" in un periodo di crisi come quello che stiamo vivendo. I mercati si restringono, la concorrenza si fa sempre più accanita, s'impone la necessità di ristrutturare alcuni settori, tutto spinge le direzioni aziendali a far pesare sui lavoratori i problemi della crisi, se non vogliono rinunciare ai profitti. Si bloccano i salari, si licenzia... Ora, i rappresentanti operai, nel quadro della "partecipazione" dovranno necessariamente subire ed obbedire alle leggi obiettive che dominano il mercato. Prenderanno allora decisioni che colpiscono i loro compagni per salvare l'azienda. Allora, del tutto "logicamente", divideranno i lavoratori in categorie, esattamente come fa oggi il padronato (con la benedizione sindacale...), sostenendo che sono da licenziare per primi gli immigrati, le donne sposate, i vecchi, prima di passare alla propria nazionalità, agli uomini e ai giovani. Così facendo ribadiranno essi stessi la divisione nei lavoratori, saboteranno quella che è invece la loro forza: l'unità.

D'altronde, anche fuori dall'azienda saranno portati a spezzare l'unità operaia. Perché per imporsi sul mercato non si esiterà a colpire duramente un concorrente, mettendo così in difficoltà, o addirittura in disoccu-

pazione, migliaia di loro compagni. Ogni unità di produzione cercherà di superare l'altra per salvarsi da sola. Identificare i propri interessi con quelli della propria azienda, significa annullarsi come forza autonoma, e cadere nella rete del Capitale.

Ciò che vale per un concorrente sul mercato nazionale, vale anche per il mercato internazionale. Per salvare l'industria d'esportazione svizzera, i rappresentanti operai accetteranno di gettare nella disoccupazione gli operai di altre nazioni. E' la negazione stessa di un principio vecchio quanto il movimento operaio: l'internazionalismo proletario.

Dobbiamo rifiutare la "partecipazione" che ci divide, nella azienda, fra nazionalità, sesso, età. Dobbiamo rifiutare la partecipazione che ci lega alla "difesa dell'economia nazionale", perché divide la classe in nazionalità contrapposte.

I sindacati che da 40 anni accettano e fanno accettare la "Pace del lavoro" al proletariato, si serviranno della "partecipazione" come nuovo sostituto dell'unica arma che esso possiede per difendersi: LO SCIOPERO. Già oggi si rinchiudono le lotte nelle Commissioni, nei Tribunali, ecc... Domani si ricorrerà al dialogo fra amministratori. Si deve dirlo chiaro: i lavoratori hanno un solo mezzo per imporre le loro legittime rivendicazioni di fronte agli attacchi padronali e non si vede a che cosa può portare la "partecipazione" se non di ritardare la lotta con inutili discussioni.

Questa vergognosa proposta riflette le posizioni politiche di collaborazione di classe dei sindacati e dei partiti opportunisti (PSS, PST). Da costoro non c'è niente di diverso da aspettarsi. Identificando interessi proletari e interessi della "economia nazionale", ingannano tutti i lavoratori facendo credere che si tratti di un nuovo modo di lottare. Ma come credere a chi oggi sabota tutti i conflitti parziali in nome di un "realismo" utile solo alla borghesia?

La partecipazione una nuova arma? SI', CONTRO I LAVORATORI!

Proletari, Compagni!

L'antagonismo fra Lavoro e Capitale è inerente al modo di produzione capitalistico. Per superare l'incessante lotta per il salario, i lavoratori hanno una sola via: abbattere la schiavitù salariale. Ma, l'abolizione dello Stato borghese e l'instaurazione di un nuovo Stato: la dittatura del proletariato. E' soltanto allora che potrà iniziare il controllo e la gestione della produzione da parte dei lavoratori - e ciò non tanto nella fabbrica e non solo per mezzo del consiglio del personale, ma nella società e tramite lo Stato di classe diretto dal partito di classe.

La sua missione sarà di generare nuovi rapporti sociali sulla base della produttività già raggiunta, in cui il denaro e la "legge del valore", come il lavoro salariato, saranno soppressi. La lotta accanita fra il proletariato e i difensori del capitale non cesserà che con lo schiacciamento di quest'ultimo. Ma perché la nostra battaglia giunga alla vittoria e alla soppressione del capitalismo, dobbiamo già da oggi denunciare tutte le manovre delle organizzazioni opportuniste che cercano in mille modi di logarci al nostro nemico. Già da oggi, nelle lotte contro la disoccupazione, i licenziamenti, l'abbassamento dei salari, denunciemo la soluzione dell'opportunismo, che ci divide.

Al fronte unico della borghesia e dell'opportunismo, opponiamo il fronte unico del proletariato!

**VIVA LA LOTTA DI CLASSE!**

**ABBASSO I DIFENSORI DELL'ECONOMIA NAZIONALE!**

Partito Comunista Internazionale  
B.P. 35 - Montchoisi  
Lausanne - 19

20.3.76